

2012 En un coup d'œil

Nos principales réalisations

   	112,7 millions de services de santé sexuelle et reproductive dispensés	   	105 changements de politique et/ou législatifs à l'appui de la santé et des droits sexuels et reproductifs
  	4,9 millions de grossesses non désirées évitées*	 	550 000 avortements non sécurisés évités*

Qui sommes-nous

L'IPPF est un prestataire mondial de services et un défenseur de premier ordre dans les domaines de la santé et des droits sexuels et reproductifs pour tous. Nous sommes un mouvement à l'échelon mondial d'organisations nationales qui œuvrent avec et pour les communautés et les individus.



152 associations membres

Des millions de volontaires **+ de 33 000** employés

80% des associations membres comptent au moins un jeune au sein de leur conseil d'administration

85% de notre financement va à des pays présentant des niveaux de développement humain entre faibles à moyens

73% des associations membres ont au moins un membre du personnel âgé de moins de 26 ans

49% des associations membres ont des volontaires et/ou employés vivant ouvertement avec le VIH

Notre travail contribue à quatre Objectifs du millénaire pour le développement :

 Egalité des sexes	 Mortalité infantile	 Santé maternelle	 VIH et sida
--	--	---	--

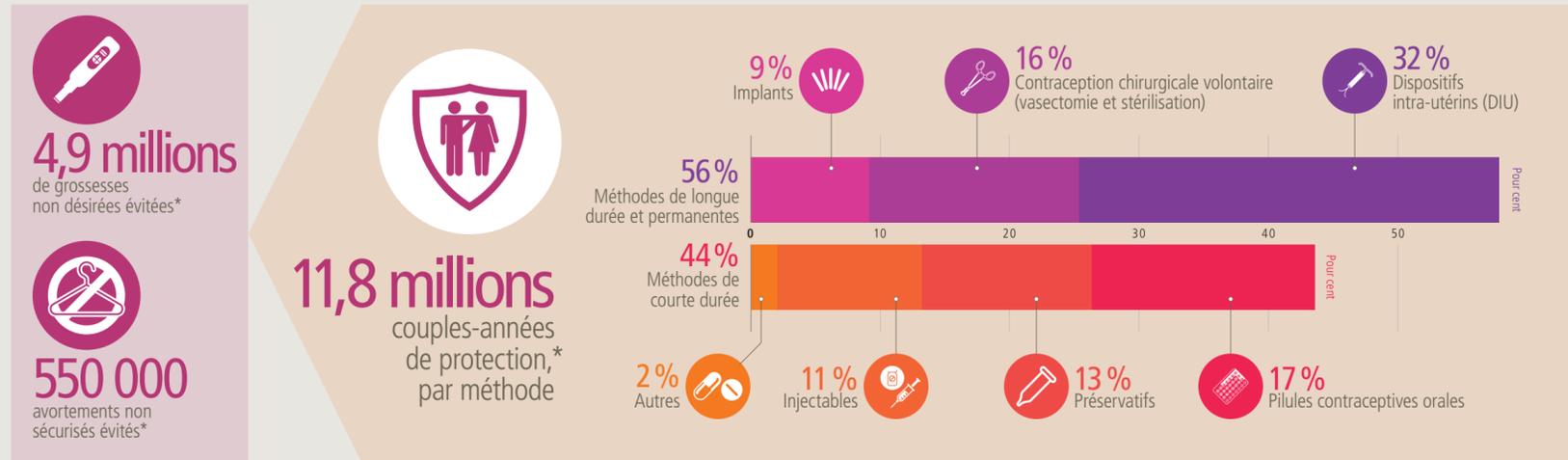
Résultats de la prestation de service 2012

45 millions de personnes ont reçu des services dispensés par les associations membres de l'IPPF



8 sur 10 des gens que nous servons sont pauvres et/ou vulnérables

 Groupes à la sexualité diverse	 Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes	 Survivants de violence sexuelle	 Personnes handicapées	 Toxicomanes	 Travailleur(se)s du sexe	 Personnes vivant avec le VIH	 Populations déplacées
--	---	---	---	---	--	--	---



4,9 millions de grossesses non désirées évitées*

550 000 avortements non sécurisés évités*

11,8 millions couples-années de protection,* par méthode

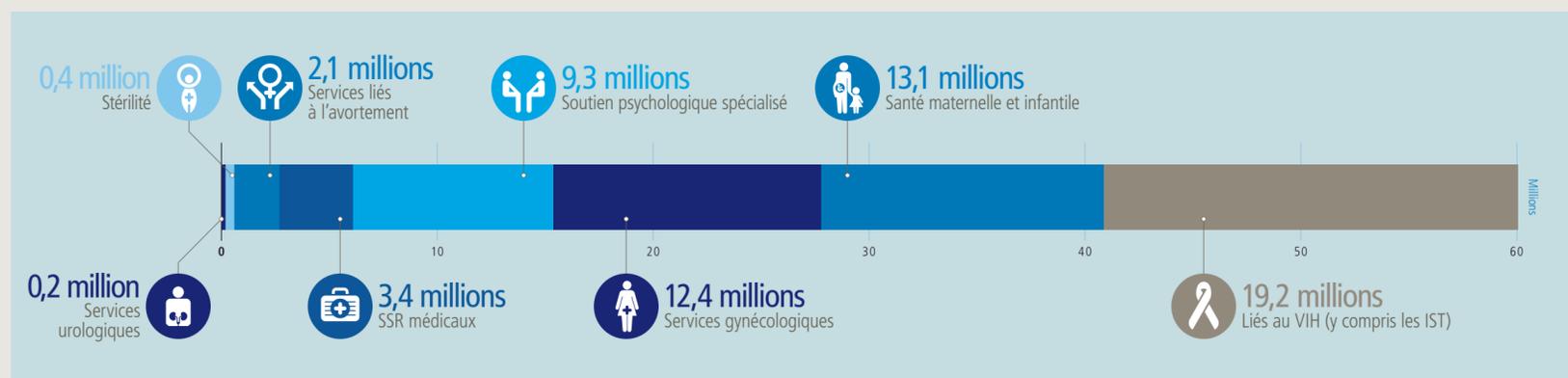
190 millions de préservatifs distribués

4 sur 10 de nos services sont dispensés à des jeunes de moins de 25 ans

112,7 millions de services de santé sexuelle et reproductive dispensés

52,7 millions de services contraceptifs dispensés

60 millions de services non-contraceptifs dispensés



65 491 points de prestation de service

Implantation de nos points de prestation de service

44% Urbains

56% Péri-urbains et ruraux

Plus de la moitié de nos points de prestation de service sont des distributeurs basés dans la communauté

* Le couple-année de protection mesure le nombre total d'années de protection contraceptive fournie à un couple. Le nombre de grossesses non désirées et d'avortements à risque évités est estimé en utilisant le modèle d'Impact 2 de Marie Stopes International.

Points forts du plaidoyer mondial 2012

En tant que Fédération unie, l'IPPF est en mesure de convoquer des chefs de gouvernement, de la société civile et d'agences techniques en vue d'influer sur la volonté politique au plus haut niveau et de veiller à ce que la santé et les droits sexuels et reproductifs soient au cœur du développement et de la santé à l'échelle mondiale. En 2012, notre travail de plaidoyer a contribué à des réussites dans le monde entier, et notamment :

- Commission de la population et du développement des Nations Unies**
Résolution des Nations Unies sur la santé et les droits sexuels et reproductifs des jeunes
New York, USA. Avril
- Médicaments vitaux prioritaires pour les femmes et les enfants 2012**
Liste mise à jour des médicaments vitaux prioritaires de l'Organisation mondiale de la Santé pour les femmes et les enfants, qui inclut dorénavant les contraceptifs
New York, USA. Mai
- Rio+20 Conférence internationale sur le développement durable**
Document final qui comporte des références explicites à la santé sexuelle et reproductive
Rio de Janeiro, Brésil. Juin
- Sommet de Londres sur la planification familiale**
Voix de la société civile mondiale représentées au Sommet
Déclaration de la société civile signée par près de 1300 organisations issues de 177 pays
Londres, Royaume-Uni. Juillet
- Sommet des leaders émergents**
Feuille route pour le 21^e siècle en vue de faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs des jeunes
Oslo, Norvège. Septembre
- Consultation d'experts de haut niveau sur la santé des femmes dans les pays musulmans**
Plan d'action en vue de venir à l'appui de décideurs religieux, politiques et financiers dans les pays musulmans afin d'améliorer la santé des femmes et des filles
Kuala Lumpur, Malaisie. Septembre
- Consultations PNUD pour le cadre de développement post-2015**
Réponses présentées dans les domaines de la santé, de la dynamique de la population, du handicap, de l'inégalité des genres et des droits des LGBTI
Obtention d'une place aux réunions de consultation de 2013 pour la santé et les inégalités
Octobre - Décembre

Si vous souhaitez apporter votre soutien au travail de l'IPPF ou de l'une de nos associations membres au moyen d'une contribution financière, veuillez visiter notre site web www.ippf.org ou contacter le Bureau Central de l'IPPF à Londres, au Royaume-Uni.

Publié en août 2013 par International Planned Parenthood Federation

4 Newhams Row, Londres SE1 3UZ, Royaume-Uni
 tél +44 (0)20 7939 8200 web www.ippf.org
 fax +44 (0)20 7939 8300 e-mail info@ippf.org

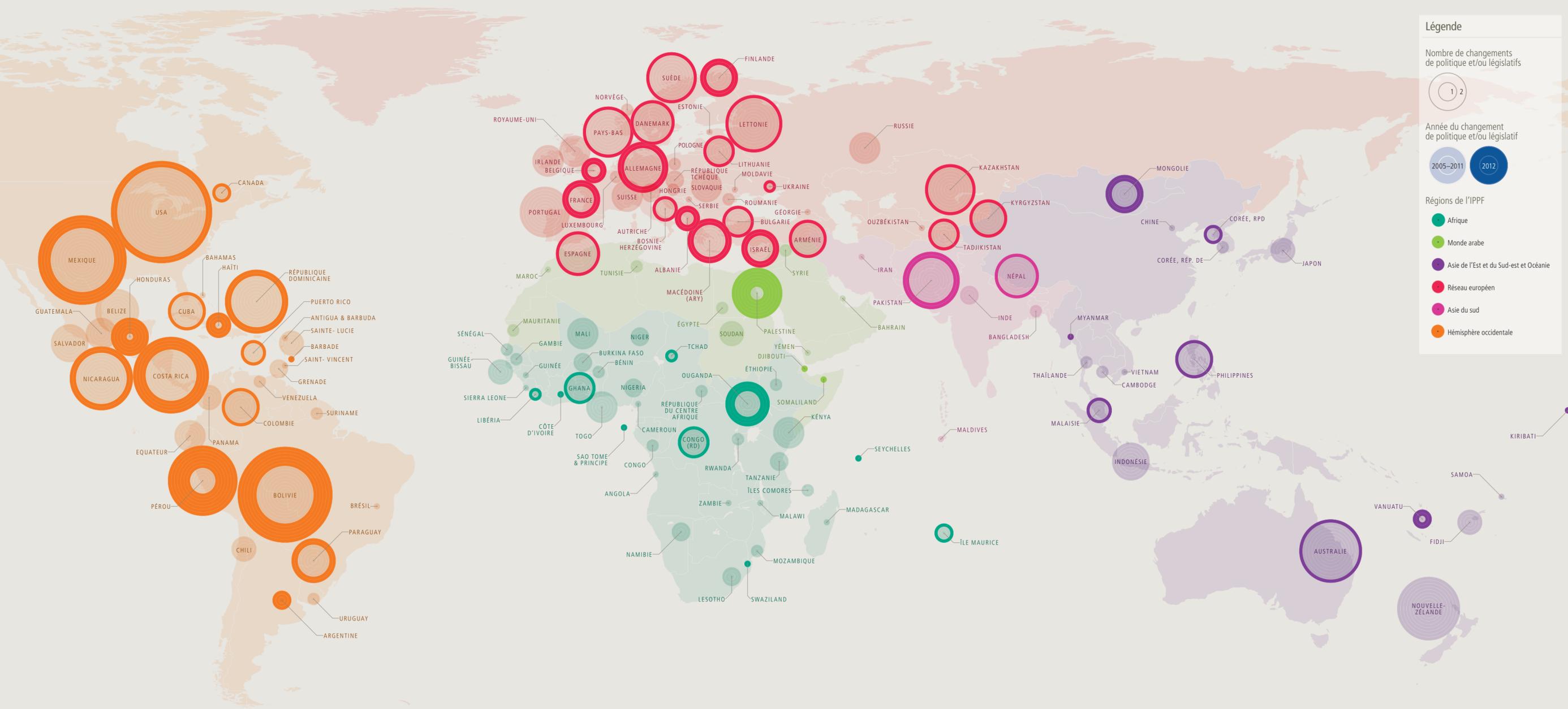
(Œuvre de bienfaisance britannique enregistrée sous le n° 229476)

Réussites d'actions de plaidoyer, par pays 2005–12

136 associations membres ont contribué à

556 changements de politique et/ou législatifs à l'appui de la santé et des droits sexuels et reproductifs

Les actions de plaidoyer de l'IPPF créent un environnement favorable à l'augmentation de l'accès aux services, à la promotion des droits sexuels et de l'égalité des sexes, et à la réduction de la stigmatisation et de la discrimination. Les associations membres changent la vie de millions de personnes en contribuant à des changements de politiques et législatifs qui soutiennent la santé et les droits reproductifs et bloquent tout changement potentiellement néfaste.



Légende

Nombre de changements de politique et/ou législatifs

Année du changement de politique et/ou législatif

Régions de l'IPPF

- Afrique
- Monde arabe
- Asie de l'Est et du Sud-est et Océanie
- Réseau européen
- Asie du sud
- Hémisphère occidentale

Centro de Investigación, Educación y Servicios (CIES)

Le président de Bolivie a rendu un décret suprême qui établit les mécanismes en vue d'empêcher la violence et la maltraitance à l'encontre d'enfants et d'adolescents à l'école. Le CIES a conçu une proposition et fourni de l'assistance technique aux responsables gouvernementaux qui ont élaboré le décret.

Associação Santomense para Promoção Familiar (ASPF)

Le partenaire collaborateur de l'IPPF à São Tomé et Príncipe a plaidé avec succès pour la dépénalisation de l'avortement. L'ASPF a convaincu les décideurs, les parlementaires et les chefs de communauté de supprimer certains échappatoires au niveau du code pénal qui avaient pénalisé l'avortement.

Mauritius Family Planning and Welfare Association (MFPWA)

La MFPWA a passé des années à travailler avec d'autres organisations et responsables gouvernementaux en vue de libéraliser la législation du pays portant sur l'avortement. Il est désormais possible de chercher à avoir et de pratiquer un avortement dans quatre circonstances sans faire face à une peine de prison d'au moins 10 ans, comme c'était le cas auparavant.

Palestinian Family Planning and Protection Association (PFPPA)

En 2012, le travail de plaidoyer de la PFPPA a abouti à six changements remarquables en matière de lois et de politiques, dont quatre pénalisent la violence perpétrée à l'encontre des femmes. Ainsi par exemple, le code pénal n'accorde plus aux hommes l'autorisation légale de tuer leurs sœurs, leurs filles ou leurs femmes accusées d'adultère.

Somaliland Family Health Association (SOFHA)

La SOFHA a travaillé avec le ministère de la Santé afin d'émettre une politique qui accorde aux femmes le droit de donner leur propre consentement à des procédures obstétricales d'urgence lorsqu'il n'est pas possible de trouver un homme de la famille. Grâce à cela, les femmes ne vont plus mourir à attendre que des hommes de leur famille donnent leur autorisation à une césarienne.

Latvijas Ģimenes Plānošanas un Seksuālais Veselības Asociācija (Papardes Zieds)

L'association membre lettone a dirigé une coalition d'organisations en vue d'empêcher le changement de la définition du terme « enfant » dans la politique nationale de protection de l'enfant. La proposition envisageait de définir comme « enfant » comme commençant à la conception, ce qui aurait rendu l'avortement illégal dans toutes les circonstances.

Pan-Armenian Family Health Association (PAFHA)

La PAFHA a présenté des recommandations au ministère de la Santé en vue de réviser la loi pour réduire les obstacles à l'accès à des services d'avortement sans risque. En conséquence de quoi, le ministère a supprimé les conditions légales qui obligeaient les femmes de se soumettre à un dépistage du VIH et à une échographie avant d'avoir un avortement.

Rahnuma-Family Planning Association of Pakistan (Rahnuma-FPAP)

Rahnuma-FPAP a mené une initiative de plaidoyer réussie en vue d'inclure le Dispositif minimum d'urgence (DMU) dans sept plans provinciaux de gestion des catastrophes. L'incluse du DMU veillera à donner la priorité à la santé des femmes et des nouveaux-nés lors des catastrophes et des situations d'urgence.

Mongolian Family Welfare Association (MFWA)

En Mongolie, la MFWA a participé activement à la révision de la loi de prévention du VIH, en y supprimant plusieurs clauses négatives. Celles-ci comptaient notamment l'obligation infligée aux personnes vivant avec le VIH de divulguer à leurs médecins, conjoints ou aux autorités frontalières leur statut VIH, et le dépistage obligatoire du VIH pour tous les postulants à des emplois.

Family Planning Organization of the Philippines (FPOP)

Après 14 années de plaidoyer engagé par la FPOP et ses partenaires, la loi sur la santé reproductive a fini par être promulguée en 2012. Cette loi, qui a dû faire face à une vive opposition de la part de groupes religieux, garantit l'accès universel à la contraception, l'accès à des soins sécurisés après avortement, et de soins pour la mère et le nouveau-né.

Réussites d'actions de plaidoyer, par thème 2012

59 associations membres ont contribué à

105 changements de politique et/ou législatifs à l'appui de la santé et des droits sexuels et reproductifs

28 Accès à des services SSR	27 Education et services destinés aux jeunes	20 Accès à un avortement sans risque et légal	09 Prévention de la violence sexiste	09 Allocations budgétaires nationales consacrées aux SSR	06 Soutien aux personnes vivant avec le VIH	03 Prévention du cancer du col de l'utérus	03 Conception assistée
------------------------------	---	--	---------------------------------------	---	--	---	-------------------------